

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 25/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHIMIREC SOCODELI**

11 rue Nicolas Cugnot  
11000 Villalbe

Références : 2026-03-107  
Code AIOT : 0006602439

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement CHIMIREC SOCODELI implanté 275 av Pierre et Marie Curie 30300 Beaucaire. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du site s'inscrit dans le cadre de l'action nationale liée à la mise en œuvre des arrêtés visant à réduire le nombre d'accidents notamment d'incendies dans les centres de transit, tri et regroupement de déchets (TTR).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC SOCODELI

- 275 av Pierre et Marie Curie 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006602439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC exploite un centre de transit, de regroupement et de traitement de déchets industriels dangereux et non dangereux. L'établissement assure la gestion de déchets en provenance des petites et moyennes entreprises, d'industries, d'artisans, de collectivités et d'éco-organismes. La société CHIMIREC n'exerce pas d'activité d'élimination de déchets sur son site de Beaucaire. Tous les déchets traités, sont réexpédiés vers des installations d'élimination ou de valorisation.

Le fonctionnement du site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2025-066 du 12 septembre 2025 autorisant l'extension et l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de traitement de déchets industriels et de déchets ménagers spéciaux sur la commune de Beaucaire.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Confinement externe	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	/	Sans objet
4	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	/	Sans objet
5	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Sans objet
6	Ilottage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9.II	/	Sans objet
7	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	/	Sans objet
8	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	/	Sans objet
9	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9.I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Zone d'entreposage tampon	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1	/	Sans objet
11	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points contrôlés lors de la visite du 10/03/2026 est conforme aux prescriptions réglementaires applicables. Les actions correctives qui avaient été demandées lors de la précédente inspection ont été mises en œuvre, notamment la mise à jour du plan de défense incendie avec l'intégration des informations relatives aux fiches de données de sécurité et la mise à jour des scénarii, ainsi que la vérification de l'étanchéité de la géomembrane du bassin de confinement.

L'organisation de la détection, de la surveillance et des rondes incendie est opérationnelle et conforme aux exigences, avec un dispositif de télésurveillance efficace, des rondes régulières réalisées par le personnel et un agent de gardiennage, ainsi que des moyens de détection et d'extinction automatiques maintenus régulièrement. Les exercices de gestion de crise, dont un exercice incendie réalisé le 25/11/2025 en présence du SDIS, sont effectués conformément à la réglementation et intégrés dans un planning pluriannuel.

L'aménagement des zones de stockage est conforme, tant pour les îlots que pour les petits îlots. Les stockages des batteries et piles respectent les prescriptions applicables, avec une gestion régulière des évacuations. Il est néanmoins demandé à l'exploitant de mettre à jour les codes déchets utilisés afin de tenir compte des évolutions réglementaires à venir (notamment adaptation liée à la suppression prochaine du code 20 01 33\* et ajout du code 16 06 07\* pour batteries lithium).

Enfin, la gestion du retour d'expérience est satisfaisante. Les incidents et presque accidents font l'objet d'analyses et d'un suivi structuré.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2025</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum:

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;

- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

**Constats :**

Par courriel du 05/03/2026, l'exploitant a transmis la dernière version du Plan d'Opération Interne (POI) datée du 23/07/2025, incluant le Plan de Défense Incendie (PDI). Le PDI, également daté du 23/07/2025, comporte un paragraphe intitulé « Accès FDS, Stockage des déchets et état des stocks ». Le paragraphe précise l'emplacement, accessible au SDIS, où sont mis à disposition l'état des stocks actualisé quotidiennement et le plan des zones de stockage avec la classe de dangers associée. En revanche, il ne mentionne pas la manière dont les fiches de données de sécurité (FDS) sont mises à disposition. L'exploitant a indiqué à l'inspection que ces FDS se trouvent dans la boîte dédiée au SDIS lors de la visite.

Le plan de zonage des risques existe et mentionne explicitement les zones contenant des produits toxiques.

Le plan de recensement des moyens d'extinction automatique, incluant les points d'eau et la

réserve incendie, a bien été mis à jour. La vanne d'obturation du réseau d'eaux pluviales, située à la sortie du bassin de rétention, y figure. Le plan « Implantation des batardeaux » présente la localisation des batardeaux devant être fermés en cas d'incendie dans les bâtiments « CSE » (Combustible Solide Énergétique), « FH » (filtres à huiles), « pellets » et « CSR » (Combustible Solide de Récupération).

Le plan d'implantation des moyens d'extinction automatique ne permet toutefois pas d'identifier précisément la localisation ni la nature des moyens d'extinction. L'exploitant y a néanmoins reporté la vanne « sprinkler » située à l'entrée du bunker alvéole 2 (local solvant) ainsi que les deux vannes extérieures au bâtiment CSR permettant l'enclenchement des buses d'eau positionnées au droit de la fosse DEA. Lors de la visite, l'inspection a pu constater l'existence des plans de sécurité incendie ainsi que le dossier SSI reprenant l'ensemble des équipements mis en place par la société CHUBB. Le plan de détection incendie doit être référencé dans le PDI.

Le schéma d'alerte en cas d'incendie hors heures ouvrées présent dans le POI est cohérent avec celui figurant dans le PDI.

L'exploitant a mis à jour les scénarii d'incendie du POI pour les zones « CSE », « FH » et « CSR », en y mentionnant la mise en place des batardeaux, y compris pour un scénario d'incendie survenant en heures non ouvrables.

Lors de la causerie d'une durée de trente minutes réalisée le 02/02/2025, les 24 Équipiers de Première Intervention (EPI) ont été sensibilisés à la mise en place des batardeaux en assistant à une démonstration de l'utilisation des deux types de batardeaux dans la zone pellets. La causerie et la consigne ont été consultées par l'inspection et n'appellent pas de commentaires de celle-ci. Par courriel du 18/03/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection une nouvelle version de POI et de PDI du 17/03/2025. Cette version intègre le plan de détection incendie du 09/02/2026 en annexe 6 du PDI et précise l'emplacement des fiches de données de sécurité (FDS) dans le paragraphe « Accès FDS, stockage des déchets et état des stocks » ainsi qu'en annexe 4 du PDI.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Confinement externe

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2025

### Prescription contrôlée :

[...]

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;</li> <li>- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</li> <li>- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu consulter la fiche de contrôle, laquelle a été modifiée afin d'intégrer un point spécifique relatif à la vérification de la bonne étanchéité de la géomembrane du bassin. Cette vérification a été réalisée le 1er juillet 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Détection et surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a examiné l'organisation de l'alerte et de la détection incendie en dehors des horaires et jours ouvrés. En cas de déclenchement d'alarme, une cascade d'appels est mise en œuvre : la télésurveillance contacte successivement le gardien, l'astreinte, puis le directeur et les responsables concernés.

Toujours en dehors des heures et jours ouvrés, la surveillance du site est assurée par un agent de gardiennage appartenant à une société prestataire. Celui-ci réalise des rondes avec pointage, dont les zones sont répertoriées sur le plan consulté par l'inspection. Le cycle observé comprend environ 1 h 15 de ronde, suivie de 45 minutes de contrôle des caméras, soit une ronde complète toutes les deux heures.

Le planning d'astreinte 2026, affiché dans la salle de pause et consulté lors de la visite par l'inspection, indique que sept agents expérimentés (environ dix ans d'ancienneté) assurent ce dispositif. En cas d'incident, la personne d'astreinte assiste le gardien ou intervient. Elle est formée à l'utilisation des RIA et des extincteurs.

La détection automatique couvre l'ensemble des bâtiments et l'extinction automatique les zones "CSE", "FH" et "CSR - pellets".

Le dossier des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI), daté du 17/07/2024 et comprenant la liste et l'implantation des détecteurs fournies par la société CHUBB, a été consulté par l'inspection. Les six rapports semestriels de vérification APSAD Q7 relatifs aux systèmes de détection et d'extinction des trois SSI du site (CSR, CSE et laboratoire), réalisés par CHUBB les 03 et 04/11/2025, ont également été présentés.

Certaines observations ont été levées par l'exploitant :

- dans le bâtiment CSR, un sous-dimensionnement des jeux de batteries a été constaté, entraînant leur remplacement les 17/11/2025 et 24/02/2026 ;
- dans la zone CSE, les sondes thermiques de l'overband et l'alimentation du chargeur étaient hors service. Elles ont été remplacées par un détecteur de flamme à triple technologie infrarouge (« triple IR »), capable d'analyser plusieurs longueurs d'onde et de réduire le risque de fausses alarmes (poussières, éclairage, chaleur parasite).

Ces observations ont fait l'objet de rapports d'invention qui ont été consultés par l'inspection

Les équipements de détection font par ailleurs l'objet d'une maintenance régulière, incluant notamment le nettoyage et le soufflage quotidien des détecteurs infrarouges par les opérateurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Rondes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

- a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;
- b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.



<p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>- le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>- la formation du personnel concerné ;</li> <li>- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</li> <li>- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection l'organisation des rondes qui s'appuie à la fois sur son personnel en journée et sur une société de gardiennage pour assurer la surveillance du site en dehors des heures et jours ouvrés.</p> <p>Concernant les rondes, un formulaire intitulé « Relevé journalier des températures à la caméra thermique suivant AM 2023 » a été consulté par l'inspection.</p> <p>Il est renseigné à trois reprises dans la journée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le matin par le personnel « exploitation »,</li> <li>- lors de la fermeture du site, entre 18 h et 19 h, par le personnel « laboratoire »,</li> <li>- puis deux heures après les derniers apports par le gardien. Le gardien ne complète le document "Relevé journalier des températures à la caméra thermique suivant AM 2023" que lors de son premier passage.</li> </ul> <p>L'inspection a consulté le relevé des températures du 09/03/2026. La consigne d'alerte est définie comme un dépassement de +20 °C par rapport à la température ambiante. Les prises de température sont effectuées au moyen d'une caméra thermique portative.</p> <p>Une causerie relative au contrôle de prise de poste des gardiens a été réalisée le 02/03/2026 pour les quatre agents se relayant sur site. Cette causerie portait sur l'identification des déclencheurs manuels rouges d'alarme incendie, qui permettent l'enclenchement d'une alarme sonore reliée au SSI de la zone, ainsi que sur les déclencheurs manuels jaunes dédiés à l'activation des systèmes d'extinction automatique, la prise de température par caméra thermique. Elle incluait également une simulation d'essai du SSI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Maîtrise des sinistres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de</p>

secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection que, conformément à sa procédure, la personne d'astreinte contacte le SDIS, et ce depuis son téléphone portable, durant les horaires et jours de fermeture.

Un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé le 25/11/2025 en présence du SDIS dans la zone filtres à huiles. Cet exercice conduit en situation d'exploitation et incluant l'évacuation complète du site a mobilisé l'équipe de première intervention avant que le SDIS prenne le relais. L'exploitant a simulé un incendie sur le broyeur, provoqué par une surcharge dans la trémie, à l'aide d'une machine à fumée fournie par le SDIS. L'exercice a permis de vérifier la bonne application des procédures par l'équipe de première intervention, notamment l'utilisation appropriée des masques à fumée.

L'exploitant a également mis en place un planning pluriannuel d'exercices, couvrant trois ans et intégrant différentes thématiques : incendie, déversement, accident avec chute de plain-pied, inondation, SST, informatique, eaux, ainsi que les tests de détection du portique radioactif. Un exercice dédié au risque incendie/explosion lié aux piles lithium est programmé pour le second semestre 2026.

Par ailleurs, l'exploitant organise chaque semestre un exercice incendie, portant à la fois sur l'évacuation des bureaux et sur une évacuation générale du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Ilotage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9.II

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

#### **Prescription contrôlée :**

II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation.

Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à un m<sup>3</sup> de déchets inflammables.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan répertoriant et identifiant les îlots et petits îlots. L'inspection a examiné l'organisation de ces zones de stockage sur le site et elle n'appelle pas de commentaires de l'inspection.

Dans la zone correspondante au secteur "CSE", "FH", hydrocureurs et déchiquetage PEHD, neuf îlots sont présents. Ils sont soit séparés par des murs ou parois coupe-feu, soit distants de plus de 5 mètres entre eux. Les surfaces maximales ( $S < 500 \text{ m}^2$ ) et les hauteurs maximales ( $H < 6 \text{ m}$ ) réglementaires sont respectées.

La zone dédiée au transit et au regroupement des déchets, comprend onze îlots situés sous bâtiment, équipés de murs ou parois coupe-feu ainsi que d'un système de détection incendie. Les surfaces et hauteurs maximales autorisées y sont également respectées. Cette zone comporte en outre trois petits îlots extérieurs.

Enfin, la zone "CSR/pellets", équipée d'un système de détection incendie, comprend douze îlots dotés de murs ou parois coupe-feu. Les îlots n°10 (fosse bois B) et n°11 (fosse DEA) disposent d'un canon incendie alimenté par une cuve de 1 000 m<sup>3</sup> ainsi que d'un double système de sprinklage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Traçabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

**Constats :**

L'exploitation a indiqué que l'extraction des données issue de leur logiciel UNICOM est réalisée quotidiennement à 17 h. Lors de la visite, l'inspection a pu consulter l'état des stocks daté du 09/03/2026, présenté avec un classement selon la famille ICPE, la catégorie ICPE, la capacité et la quantité nette. Ce document n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

La mise à jour de cet état des stocks dans la boîte destinée au SDIS est effectuée journalièrement

par l'assistante QHSE ou un membre du laboratoire, au format A3.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Stockage des batteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les batteries au plomb sont stockées dans des bacs étanches homologués, placés dans l'alvéole 8 et séparés des alvéoles 7 et 9 par des murs coupefeu, à l'intérieur du bâtiment fermé dédié au transit et au regroupement de déchets. Les piles, quant à elles, ne sont plus entreposées dans l'alvéole 1 mais désormais en extérieur, dans des fûts d'environ 300 kg, eux-mêmes stockés dans l'un des deux conteneurs extérieurs situés en zone A spécialement prévus à cet effet.

L'examen du registre des batteries montre que les évacuations sont effectuées régulièrement. Les batteries réceptionnées en janvier 2025 ont été évacuées dans le mois, et celles réceptionnées en octobre l'ont été au cours du mois de novembre. Le tonnage réceptionné au cours de l'année 2025 était de 268.562T.

Quant aux piles, le registre fait état de 256 tonnes réceptionnées au cours de l'année 2025. L'exploitant indique que le stock physique correspond actuellement à 18 palettes de 200 à 300 kg chacune et qu'une demande d'évacuation est systématiquement déclenchée à partir de la 13 palette. Le seuil autorisé de 30 tonnes de piles en mélange présentes simultanément sur le site est donc respecté.

L'examen du registre des piles confirme également la régularité des évacuations. Ainsi par échantillonnage, l'inspection a constaté que les piles réceptionnées en janvier et en septembre 2025 ont été évacuées sous 5-6 mois ;

À ce jour, seuls les codes déchets suivants sont explicitement autorisés pour les batteries, piles et accumulateurs :

16 06 01* : déchets de batteries plombacide
16 06 02* : déchets de batteries NiCd
16 06 03* : déchets de batteries contenant du mercure
16 06 06 : électrolytes de batteries collectés séparément
<p>20 01 33 : piles et accumulateurs relevant des rubriques 16 06 01, 16 06 02, 16 06 03, ainsi que piles et accumulateurs non triés contenant ces piles</p> <p>Toutefois, seuls les codes déchets 16 06 03* et 20 01 33* sont actuellement utilisés pour les piles réceptionnées, et le code 20 01 33* pour les piles évacuées. Or ce dernier sera supprimé à compter du 9 novembre 2026, conformément à la décision déléguée (UE) 2025/934 du 5 mars 2025 modifiant la décision 2000/532/CE afin de mettre à jour la liste européenne des déchets pour les déchets liés aux batteries.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir changé d'écoorganisme, un nouveau contrat ayant été conclu avec Batribox pour la zone du Gard. Par courriel du 12 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection le contrat COREPILE, signé le 27 décembre 2022 et arrivant à échéance fin 2025, ainsi que le nouveau contrat avec BATRIBOX.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un courrier précisant la mise à jour des codes déchets utilisés afin d'intégrer ces évolutions réglementaires,</li> <li>- et d'y ajouter le prochain code déchets 16 06 07*, correspondant aux déchets de batteries au lithium, étant donné que ce flux censé être déjà codifié par le code déchet 16 06 05* est présent sur le site.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Petits îlots

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 1 : Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m3 si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m3 sinon ;</li> <li>- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;</li> <li>- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.</li> </ul> <p>Art 9 I. Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p>

<p>Les prescriptions « applicables aux entreposages extérieurs » peuvent être adaptées par arrêté préfectoral conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation.</p> <p>A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ;</li> <li>- une étude démontrant l'absence d'effets domino.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone dédiée au transit et au regroupement des déchets est constituée de 11 îlots mais aussi de 3 petits îlots à l'extérieur. Ces trois petits îlots permettent de stocker respectivement des bouteilles de gaz stockées dans une cage grillagée, des palettes stockées sur un plateau/benne et de la ferraille stockée dans une benne. Or ce dernier petit îlot numéroté n°14 dont les déchets ne sont pas combustibles et inflammables ne devrait pas être comptabilisé.</p> <p>Les petits îlots respectent les volumes autorisés et sont séparés d'au minimum de 5 mètres entre eux et du bâtiment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Zone d'entreposage tampon

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Zone d'entreposage tampon du processus de tri.</p> <p>Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;</li> <li>- les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.</li> </ul> <p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li> <li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li> </ul> <p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li> <li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li> </ul> <p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</p> <p>Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de la visite, l'inspection n'a pas identifié de zone d'entreposage temporaire en amont du tri au niveau de la cabine dédiée aux filtres à huile. En effet, l'ensemble des déchets est directement réceptionné dans la fosse prévue à cet effet puis alimenté par grappin sur les convoyeurs, sans stockage intermédiaire. En aval de la cabine de tri, les déchets métalliques et les papiers filtres sont orientés vers des bennes distinctes. Les volumes de ces bennes, inférieurs à 50 m<sup>3</sup>, respectent la limite réglementaire applicable aux zones d'entreposage temporaire situées sous cabine de tri (120 m<sup>3</sup> maximum).

S'agissant de la zone "CSR-Pellets", celle-ci était à l'arrêt pour maintenance lors de la visite. L'inspection n'a donc pas pu vérifier les conditions d'entreposage, en particulier en aval du process de tri des fines de CSR et du CSR.

Par ailleurs, les zones « FH » et « CSR-Pellets » sont équipées d'un système d'extinction automatique, conformément à la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Organisation liée au REX

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion du REX

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a examiné les incidents déclarés ainsi que les éléments transmis par l'exploitant concernant l'analyse des causes, les actions correctives engagées et la gestion opérationnelle des situations d'urgence.

Un incident est survenu le 17/01/2026, consistant en un départ d'incendie dans le broyeur rapide,

dû à la remontée d'une braise dans une ligne d'aspiration ayant propagé le feu jusqu'aux filtres en papier. Le samedi matin, à 7h34, l'alarme incendie a été déclenchée dans le hall CSR. L'aspiration en sortie du granulateur 1 s'est comportée comme une « boîte à fumée ». Les opérateurs, formés à la gestion de l'incendie, ont activé les lignes de déluge situées en aval du granulateur et sont intervenus avec les RIA. Compte tenu du manque de visibilité, la direction a décidé d'alerter les secours extérieurs. Les pompiers sont arrivés à 8h15 et ont procédé à l'extinction complète du sinistre. L'incident a nécessité l'utilisation du système d'extinction automatique, l'emploi des RIA et l'ouverture des trappes de désenfumage.

L'exploitant a télédéclaré cet incident le 20/01/2026, précisant notamment qu'une pile avait traversé le dispositif d'électro-aimant, générant un élément incandescent à l'origine du départ de feu. Cet incident a fait l'objet d'un rapport de visite de l'inspection le 27/01/2026.

Aucun incident ou accident n'a été déclaré auprès de l'inspection au cours de l'année 2025. Toutefois, l'exploitant signale un événement interne survenu le 18/12/2025 à 16h10, consistant en un départ de feu dans la fosse (FMA) contenant du CSR. Le système d'extinction automatique s'est déclenché et les équipes d'intervention internes sont intervenues avec un RIA, permettant de maîtriser l'incendie à 16h20. L'analyse interne indique qu'une pile lithium est passée dans le broyeur et a terminé dans la fosse, constituant la cause probable du sinistre.

L'exploitant tient à jour une liste des incidents et des presque-accidents. Les analyses des causes sont réalisées à l'aide de la méthode de l'arbre des causes, et les conclusions sont intégrées au document unique d'évaluation des risques (DUE). L'entreprise suit également l'évolution de son accidentologie à travers la pyramide de l'accidentologie de Bird qui est un modèle utilisé en prévention des risques pour analyser la relation entre les accidents graves, les accidents avec dommages légers et les incidents ou presque-accidents.

Les actions correctives et les retours d'expérience liés aux situations d'urgence sont suivis sur la plateforme AXONE de SOCOTEC, utilisée également pour la gestion et les tests de situation d'urgence.

**Type de suites proposées :** Sans suite